

Le GBL, tout en relevant ses contradictions, a demandé que ce programme soit porté dans les masses, mais jamais les chefs réformistes n'ont levé le plus petit doigt pour le faire.

Parallèlement, la controverse sur le programme avec les stalinistes continua, les stalinistes prétendant toujours que la situation n'étant pas révolutionnaire, il fallait s'en tenir à des revendications partielles et ne pas poser la question du pouvoir.

Il est intéressant de faire le point et de voir où en est actuellement la question du programme. Cela permettra en même temps de répondre d'une façon concrète à la question: du cours à gauche de la SFIO, ou des tendances réactionnaires du stalinisme, qui l'a emporté sur le plan de la direction officielle, quelle politique s'est imposée en définitive, comme politique du front unique et du front populaire? Les chefs social-démocrates ont été effrayés de leur propre audace, à réclamer des "réformes de structure", et de l'insistance des stalinistes à n'accepter de programme commun qu'à condition qu'il fut réalisable dans le cadre du régime capitaliste.

Alors, on vit le gauche Zyromski se faire l'avocat des stalinistes, et prêcher les revendications partielles, dans la Bataille Socialiste, et dans le Populaire. Blum qui est le directeur politique du Populaire, vint à son secours et fit une série d'articles alambiqués sur la question des nationalisations et des socialisations. Tout d'abord il écarte les socialisations parce qu'elle supposent la prise du pouvoir par le prolétariat, et propose les nationalisations avec rachat ~~par~~ réalisables dans le cadre du régime. Voici la "théorie" de Blum (Popu du 12 juillet):

"Mais après l'analogie il faut marquer maintenant les différences, il faut définir les nationalisations par opposition ou par contraste avec les socialisations. Si je puis user d'une formule condensée mais qui rend ma pensée avec beaucoup d'exactitude, je dirai que les nationalisations sont aux socialisations ce que l'exercice du pouvoir est à la conquête. Les nationalisations se placent dans le cadre du régime capitalistes. Elles sont donc concevables et exécutables sans conquête préalable du pouvoir politique par le prolétariat, sans destruction préalable de "l'appareil politique de la bourgeoisie". Elles sont un moment de l'évolution capitaliste, et non pas un moment de la révolution sociale. L'opposition ou le contraste s'établissent sur ces trois points capitaux".

Ainsi sont écartés les socialisations comme dit Blum:

"Si nous prétendions aujourd'hui faire figurer une première tranche de socialisations - prises au sens que je viens de marquer - dans un programme commun de Front populaire, ou si nous voulions les assigner comme objet à un gouvernement "d'occupation du pouvoir", j'accorde que nous nous exposerions aux objections divergentes, mais également fondées, des radicaux et de nos amis communistes".

Pourquoi toutes ces phrases? Pour sauver la face et pour capituler en réalité devant le parti bourgeois, radical-socialiste, et devant son allié, le Parti staliniste, ce dernier ne voulant rien dans le programme qui ne fut susceptible d'être accepté par M. Herriot.

Il ne restait plus à Blum qu'à convaincre Lebas que les nationalisations n'étant pas des revendications partielles, et qu'au surplus elles étaient susceptibles de porter remède à la crise, la cuisine des sommets fit le reste.

Une plateforme d'action commune du P.S. et du P.C. fut publiée au début d'octobre dernier. Elle se prononce, bien entendu, pour la paix, ("pour le système d'assistance collective"), pour la liberté "par le désarmement et la dissolution des ligues fascistes". Et voici la revendication destinée à mettre fin à la querelle et qui constitue le morceau le plus "révolutionnaire" du programme:

"par la libération de l'Etat du joug de la féodalité financière, en établissant la souveraineté de la nation sur la Banque de France, par la déchéance du Conseil de Régence, en procédant à la nationalisation des grands monopoles capitalistes qui sans pouvoir être considérés comme un élément d'instauration du socialisme peut se réaliser dans le cadre du système social actuel..."

Il n'y a rien d'autre à retenir de ce programme sinon que les partis dont l'un s'intitule socialiste, l'autre communiste, s'interdisent, à l'époque du "capitalisme pourrissant" d'agir en dehors du "cadre du système social actuel". On peut voir, ce que ce pitoyable programme deviendra